

1.

Du passé ne faisons surtout pas table rase...

(par Jean-François Godchau)

«L'homme ne vit pas que de politique.»¹

«On ne peut en aucun cas se régler sur les seuls principes du marxisme pour juger, rejeter ou accepter une œuvre d'art. Une œuvre d'art doit, en premier lieu, être jugée selon ses propres lois, c'est-à-dire selon les lois de l'art.»²

«... la nouvelle classe... doit refaire pour elle-même toute l'histoire de la culture artistique. Elle ne peut pas commencer à édifier une nouvelle culture avant d'avoir absorbé et assimilé les éléments des anciennes cultures.»³

1. Les rapports ambigus de l'extrême gauche révolutionnaire avec la culture depuis 1968

Une «tradition culturelle»?

Par rapport à d'autres courants révolutionnaires, les trotskistes ont l'avantage d'avoir une histoire, des éléments programma-

tiques et stratégiques, bref une « tradition » politique qui, vue sous l'angle d'une certaine conception de l'histoire du mouvement ouvrier, n'est pas sans impliquer une certaine « culture », politique tout au moins. Existe-t-il une tradition plus spécifiquement culturelle? Oui, si l'on se réfère au « classique » souvent cité — sinon bien connu — que constitue *Littérature et Révolution*. A vrai dire, cette tradition héritée des écrits de Léon Davidovitch, le mouvement trotskiste l'a faite sienne, dans la mesure où le combat contre le stalinisme impliquait le rejet pur et simple des conceptions jdanoviennes⁴ et autres grossièretés « prolétariennes » du même type, sans que l'on puisse discerner avec certitude une « pratique culturelle », une analyse de l'actualité culturelle, définies en fonction de ladite tradition. Sans doute les forces étaient-elles limitées et les objectifs légitimement plus directement « politiques »; mais était-ce la seule raison? Il semble qu'après *Littérature et Révolution* (1923-1924), et à part quelques exceptions dont les plus notables sont encore peut-être dues à la plume de Trotsky⁵, un silence se fasse dans les rangs marxistes révolutionnaires sur les questions culturelles; qu'un fossé s'établisse entre le militantisme proprement dit et la réflexion et l'activité culturelles.

Ce fait apparaît peut-être d'autant plus crûment, de façon rétrospective, que l'origine et la composition des organisations marxistes révolutionnaires de l'époque de « la traversée du désert » faisaient que les militants étaient, en général, « cultivés ». Est-ce un paradoxe? Aujourd'hui la conception même du militantisme, les champs d'activité des militants, la pression des media, les forces élargies de l'organisation exigent ou permettent que l'on se mette enfin à combler le fossé entre politique et culturel. Or, s'il est à la mode de dire que le niveau culturel moyen des masses s'est globalement élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale, par exemple, il sera sans doute moins populaire d'avancer que *l'avant-garde politique organisée n'a jamais été moins cultivée au sens général et traditionnel du terme*.

A part des « thèses » d'organisation sur l'enseignement⁶ ou des considérations motivantes mais individuelles⁷, il faudra presque attendre la rubrique culturelle du quotidien *Rouge*, dont ce ne sera pas le moindre mérite, toute discutée qu'elle aura été, pour que, collectivement, une prise en considération des problèmes culturels ait lieu à nouveau — même de façon incomplète, insatisfaisante, voire exaspérante...

Le « populisme » et les contresens de l'après-68

Les postulats implicites régissant les conceptions des militants révolutionnaires en matière de culture semblent être les suivants : — La culture classique — enseignée, il est vrai, de façon désastreuse, ou plus enseignée du tout — appartient en propre à la bourgeoisie ; combattre l'ennemi de classe, c'est aussi répudier ses instruments idéologiques, son langage, l'art fait pour elle par ses serviteurs ; il s'agit donc de *remplacer* tout cela par une « culture populaire » à sensibilité anticonformiste.

— La liaison plus ou moins directe aux luttes des peuples, des régions, des travailleurs des villes ou des campagnes, exprimée explicitement par l'œuvre considérée, constitue, pour le militant bien pensant, un critère valable et indispensable pour apprécier ce qu'il voit et entend — sans parler de la biographie de l'auteur, du compositeur, de l'interprète dont le « progressisme » politique sera un gage supplémentaire sinon décisif de la qualité artistique!... Il est étonnant de voir à quel point les générations nées à la politique révolutionnaire après 1968 ont été dévastées par un « ouvriérisme » qui, en matière culturelle, était resté le triste apanage des staliniens au temps de l'ineffable Jdanov et des courants populistes-basistes. Sans être coutumiers du « culte de la personnalité », nous restons pour notre part fidèles à la conception de Trotsky selon laquelle « il est faux de dire que, pour nous, seul est nouveau et révolutionnaire un art qui parle de l'ouvrier ; quant à prétendre que nous exigeons des poètes qu'ils décrivent exclusivement des cheminées d'usine ou une insurrection contre le capital, c'est absurde »⁸.

— Réserveons pour un autre débat la question des *circuits de diffusion de la culture*. Il faudra bien un jour revenir de façon réfléchie et collective sur des « évidences » véhiculées sans problème, de façon pour le moins unilatérale, sans qu'il ait été possible d'en discuter sérieusement jusqu'ici, tant par les militants de la LCR que par *Rouge* ou par le manifeste de la Ligue, *Oui, le socialisme!*⁹, concernant les dangers présentés par la FNAC ou autre lieu privilégié de la société de consommation (culturelle).

Les confusions les plus répandues qui rendent toute discussion sur les questions culturelles aussi ardues à mener que la rédaction d'une rubrique culturelle de *Rouge* moins vilipendée par chacun — pour des raisons d'ailleurs contradictoires — sont :

— Celle entre le contenant et le contenu, entre l'œuvre d'art elle-même et le cadre dans lequel elle est diffusée. Jean-Sébastien Bach écrivait pour l'aristocratie, ses œuvres sont diffusées par des éditeurs de disques appartenant presque tous au grand capital; le public des concerts « classiques », en France tout au moins, jusqu'à il y a une dizaine d'années, était presque exclusivement bourgeois aisé... En quoi cela fait-il de la musique de Bach un art plus « bourgeois » ou moins « progressiste » que tel tour de chant anticonformiste dans son contenu et passant dans un café-théâtre marginal — au moins au début, quitte à s'intégrer parfaitement dans le circuit du show-business au bout d'un certain temps comme en témoigne par exemple l'évolution des cafés-théâtres parisiens?

— Celle entre la « radicalisation de la jeunesse », exprimée, en 68 et depuis, par la *révolte* des jeunes contre les institutions bourgeoises les plus directement opprimantes : famille, école, caserne, et la *politisation*, seule capable de transformer le sentiment légitime et largement répandu de révolte individuelle en effort organisé, collectif et conscient de mobilisation anticapitaliste permanente.

Il faut une singulière vision de « révolutionnaire professionnel » pour écrire dans *Rouge*, en août 1977 par exemple à l'occasion de la mort d'Elvis Presley, que celui-ci « incarna — sinon provoqua — notre première révolte contre la société et ses valeurs » ou quelque chose d'approchant! Que Presley, plus tard les Beatles, le rock en général, aient eu une audience de masse, c'est certain; qu'ils aient souvent — pas toujours — correspondu à la sensibilité de millions d'adolescents, au point de constituer de véritables « phénomènes socio-culturels », c'est tout aussi vrai. De là à penser que le jazz, tout le jazz, doit son caractère « progressiste » à ses origines (la révolte des esclaves), à assimiler la *massivité* d'un phénomène (rock ou pop) à un soi-disant « progressisme » — par rapport au « classique », notamment — pour s'y rallier — mais, en ce cas, pourquoi pas le yéyé bêtifiant? — c'est assurément confondre les *signes* de la révolte provoquée par la crise de la société bourgeoise avec les *instruments* nécessaires pour la mise à bas de cette société. Penser que la « radicalisation de la jeunesse » est indispensable pour construire un (ou des) parti(s) révolutionnaire(s) de masse est une chose que personne ne remet en question; croire, comme nous l'avons fait depuis plus de dix ans, que toutes les *modalités* de cette radicalisation sont unilatéralement

favorables à la révolution montante, en est une autre qu'il serait bien temps de remettre en cause.

En un mot, nous avons fait comme la jeunesse radicalisée elle-même : nous avons confondu — en l'approuvant — le rejet par les jeunes de l'institution scolaire-universitaire avec tout ce qu'elle a de carcéral, de sclérosé et d'effectivement rebutant... avec le refus de tout contenu culturel, quel qu'il soit ; ce contenu ne pouvant être que « bourgeois ». D'où le succès des « contre-cultures » (!) et de l'« anti-savoir » doctement mis en avant par divers ultragauches, par ailleurs fort mandarinaux, au lendemain de 68. Pourtant, nous avons su, au temps où nous menions bataille sur l'école, sa nature et sa fonction¹⁰, expliquer pourquoi il ne fallait ni contribuer à la faire fonctionner telle qu'elle était et reste conçue en fonction des intérêts de la classe dominante, ce que font les réformistes, ni la « brûler », ce que proposaient en toute simplicité les gauchistes de tout poil au lendemain de la dernière crise révolutionnaire. Ce sont les acquis théorico-politiques, et relevant également de la « culture générale », existant préalablement à ces conceptions primaires, qui avaient permis à une organisation aussi jeune que l'ex-Ligue communiste de publier entre 1969 et 1972-73 un ensemble de livres et de brochures non négligeables tant du point de vue de la qualité que du point de vue quantitatif. C'est sans doute le fait d'avoir jeté — ou laissé jeter — l'eau sale du bain — l'institution — avec le bébé culturel (!) qui explique, au moins partiellement, l'appauvrissement, plusieurs années durant, de notre production littéraire, de notre recherche, de l'élaboration de ce fameux « intellectuel collectif » que l'organisation révolutionnaire est censée constituer. On ne déterminera pas ici s'il est possible d'affirmer qu'un redressement s'est amorcé... — Celle entre journalisme — qualifié de « vivant » pour les besoins de la cause — et analyse marxiste qui ne devrait pas être forcément impossible dans un quotidien ou un hebdomadaire, ni rédigée sous forme de thèses réservées à des spécialistes, etc. Non seulement, sur le fond, une majorité de militants pense-t-elle assez naturellement que le phénomène de masse de la moto répandu parmi les jeunes est légitimement plus proche des préoccupations des bons révolutionnaires qu'une exposition de tableaux impressionnistes par exemple, mais encore, formellement, est-on désormais condamné à voir quelque analyse un tant soit peu sérieuse du phénomène en question remplacée définitivement par l'interview d'un chef de bande!...

L'impasse des rapports politique/culture non résolue par l'organisation marxiste révolutionnaire

La bourgeoisie romantique, relayée par les directions réformistes du mouvement ouvrier, par le syndicalisme enseignant, a créé une idéologie du progrès social, de la démocratie croissante par le développement du savoir. Les partis de la III^e Internationale sont passés — sans autocritique ni même réflexion sérieuse — de la conception, absurde et réactionnaire, de la « culture prolétarienne »¹¹, appliquée en même temps que la tactique « classe contre classe »¹², au credo symétrique, tout aussi absurde et réactionnaire, selon lequel tout progrès scientifique, tout apport culturel, constituent un accroissement des forces productives, un facteur de progrès social et démocratique¹³. Ainsi, à côté de la bourgeoisie dont la politique culturelle ne peut qu'obéir à des impératifs cruellement contradictoires — « démocratisation »-développement de la culture/sélection sociale-austérité ; à côté des réformistes dont les préoccupations restent essentiellement quantitatives — « des moyens plus grands pour une politique plus juste » — les révolutionnaires adoptent fréquemment la politique de l'autruche : ou bien ils ignorent le problème purement et simplement — ne serait-ce qu'en cachant leur manque d'intérêt ou leur propre ignorance derrière un ouvriérisme aussi traditionnel que vulgaire : « les ouvriers ne peuvent pas comprendre ce que un tel dit de cette exposition » ; ou « ils ne s'intéressent pas à l'évolution de ce courant littéraire... » ; ou bien ils se réfugient dans le marginal connu des seuls initiés ; quand ce n'est pas dans une fuite en avant à prétention théorique, s'appuyant sur le malheureux Marx qui n'en peut mais, et à qui l'on fait dire que, puisque dans la société communiste il n'y aura plus d'art ni d'artistes, ni de public, que la fusion des divers aspects de la vie sociale sera totale, par conséquent ces choses-là n'ont guère d'importance... Comment l'organisation révolutionnaire actuelle, puis le parti ouvrier de masse, peuvent-ils, doivent-ils intervenir dans le domaine culturel ? Quels seront les rapports, au sein d'un tel parti, entre ouvriers et intellectuels — différents de ce qu'ils sont aujourd'hui, à coup sûr, mais plus précisément... ? Comment, sans attendre les lendemains qui chantent, concilier le militantisme et la satisfaction des besoins « culturels » divers que nous ressentons tous plus ou moins — sans parler des autres problèmes relatifs au « mode de vie » ? A l'évidence, l'apparte-

nance, des années durant, à une organisation marxiste-révolutionnaire (la section française de la IV^e Internationale, en l'occurrence) ne se solde que bien rarement par une réponse quelconque... D'où le fameux « malaise militant » déjà analysé dans cette revue, toujours discuté, jamais résolu...

2. Deux « pratiques culturelles » de la LCR : la formation politique, la rubrique culturelle de *Rouge*

La formation politique

Se répéter que les militants de la LCR ont la réputation — justifiée ou usurpée — d'avoir une formation théorique et politique supérieure à la moyenne des milieux militants constitue une piètre consolation. Nos statuts ont beau stipuler que : « le comité central, les directions régionales, les bureaux de ville sont tenus d'assurer la formation des militants. A cet effet, ils organisent *de façon régulière* des écoles et des stages. L'école de formation est *obligatoire pour tous les nouveaux adhérents* »¹⁴, à supposer qu'ils soient connus des membres de la LCR (?), ces statuts, ce n'est vraiment pas trahir un secret d'organisation (!) que de l'écrire « publiquement », ne sont pas appliqués ; et il s'en faut. Ce n'est pas l'endroit pour faire un bilan de la politique de formation pratiquée par/dans la LCR. Mais on peut avancer sans risque que, si la formation n'est jamais absente des préoccupations permanentes des militants et des instances responsables — en ceci, on peut parler de la survivance d'une tradition politique, organisationnelle et culturelle —, si elle n'est jamais purement et simplement oubliée, on conviendra aisément que sa présence se réduit trop souvent au retour d'un vieux remords qui vient, chroniquement, troubler la bonne conscience des responsables, ou à la mise sur pied de vastes programmes... dont le défaut essentiel est de succomber, plus souvent qu'à leur tour, à l'activisme quotidien et routinier. Comment ne pas songer à relier, encore une fois, la « crise du militantisme », l'hémorragie permanente de militants, avec la lassitude engendrée, justement, par un activisme non « nourri » politiquement, c'est-à-dire, en l'occurrence, culturellement, de façon à maîtriser un tant soit peu son militantisme ? Combien avons-nous intégré de « jeunes travailleurs combattifs », de « syndicalistes lutte de classe » ayant tout plein de qualités militantes, préfigurant, nous disait-on

souvent, la composition du parti de masse à construire, mais à qui l'organisation n'avait pas fourni le minimum de formation marxiste *avant* leur intégration et qui, *ensuite*, étaient pris dans le tourbillon des réunions et des tâches « prioritaires » ? Combien de ceux-là ont, tôt ou tard, quitté, en partie pour cette raison-là, une organisation qui, déjà faiblement implantée, et donc pesant d'un poids fort aléatoire sur leur travail quotidien, ne leur assurait pas les moyens concrets de progresser dans la compréhension synthétique des tâches relevant et du travail de masse et de la construction de cellules communistes dans les entreprises, pour ne pas même parler de l'internationalisme prolétarien et de la IV^e Internationale ?

Dans un contexte apparent de crise permanente de l'organisation en général, du système de formation en particulier, il est possible de distinguer deux types de problèmes, correspondant éventuellement à deux périodes successives de la construction de la section française de la IV^e Internationale :

1. Entre 1968 et peut-être le Congrès de fondation de la LCR (1974), la pratique réelle de notre courant semble obéir à une idéologie bien évidemment contradictoire à tous les statuts, à toutes les proclamations de principe « orthodoxe » sur l'importance décisive de la formation, qui peut être résumée, de façon volontairement outrée, comme suit : la période est tellement montante, l'avant-garde est tellement large, la bourgeoisie est si près de l'abîme, et les réformistes si discrédités... que la crise révolutionnaire est à portée de main, et que, donc, plus besoin d'école de formation, ou dans le « meilleur » des cas, « l'école c'est la rue », etc. !

2. Puis, à ce problème plus ou moins directement fonction de notre orientation politique, est venu se substituer un problème objectif que nous n'étions guère préparés à résoudre, mais que notre conception de la culture et notre pratique organisationnelle de la formation ont sans nul doute tendu à empirer. Le changement de la composition sociale de l'organisation (qui voit diminuer le nombre relatif, puis absolu, des étudiants et lycéens, et augmenter celui des travailleurs, autres qu'enseignants, n'ayant pas suivi de cycles d'études longs — et l'on retrouve la jonction culture générale - formation politique); le départ progressif de ceux qui avaient le plus longuement accumulé d'acquis, ces deux

phénomènes concomittants ont eu des conséquences : l'appauvrissement général de l'organisation (ce n'est pas une nostalgie des temps où nous étions très formés... mais 200 dans toute la France!); et l'état de plus en plus caduc, le grippement progressif, presque la paralysie de notre système de formation. Une chose est de constater la réalité : un militant venu d'un CET aujourd'hui n'a ni le temps, ni l'habitude, ni l'envie, ne serait-ce que de prendre des notes ou d'avalier les livres et les brochures qui étaient, avant 68, la pâture courante des étudiants et des enseignants révolutionnaires. Soit! *Tout autre chose est de se lancer dans des tentatives de théorisation* de cet état de fait qu'on a pu voir et entendre dans telle ou telle fédération parisienne de la LCR (et dont les résultats pratiques ne sont pas très difficiles à imaginer) : « D'accord, la formation n'est pas ce qu'elle devrait être, mais de toute façon un parti révolutionnaire ouvrier de masse ne peut pas être, ou même n'a pas à être, composé de "marxistes" »... Ou encore, l'on différenciera la formation donnée aux ouvriers et aux étudiants non seulement du point de vue formel (horaires, durée, modalité d'exposition, de préparation, lieux séparés, etc.) mais également sur le fond : aux étudiants les questions « idéologiques » (la formation sociale, la Chine...), aux collégiens et jeunes travailleurs les problèmes pratiques, immédiatement utilisables dans le travail de masse (la CGT; les rapports partis/syndicats...), etc.!

Petite devinette : entre le noyau « historique » de la direction de la LCR, formé politiquement et « cultivé » sur le plan général, et les jeunes militants peu formés par définition et n'ayant même pas « bénéficié » de l'enseignement scolaire, aussi aliéné et aliénant qu'il soit, qui, ayant le monopole du savoir politique — et autre — garde aussi le monopole du pouvoir? ¹⁵

Bien sûr ceci renvoie à d'autres questions qui débordent de loin le cadre d'un tel article : celle de la démocratie dans l'organisation marxiste révolutionnaire, par exemple, qui ne sera même pas abordée; celle de l'éducation et de l'école dont on aimerait pouvoir discuter à nouveau. Car enfin, si la droite réactionnaire ne cesse de clamer (et la gauche de déplorer) que « *le niveau baisse* », afin de justifier sa politique malthusienne et la sélection sociale à l'accès aux cycles de formation longs et qualifiants, *ce n'en est pas moins une réalité que chaque enseignant, du primaire, du secondaire, du supérieur ou du technique, peut constater tous les jours*. Et ce n'est pas en expliquant doctement que l'orthographe est, au moins partiellement, une technique marquée socialement et rappelant, de loin,

le monopole des scribes de la Chine ancienne, que l'on avancera en quoi que ce soit. Il est étonnant que ne proviennent pas du secteur enseignant de la Ligue des éléments d'analyse approfondissant, nuancant ou remettant carrément en cause nos « analyses » traditionnelles de la « radicalisation de la jeunesse », tant il est vrai que sous l'angle de l'articulation : pratique scolaire-universitaire/révolte anti-institutionnelle/politisation consciente, la radicalisation n'est plus ce qu'elle était !

La rubrique culturelle de *Rouge*

Aucune rubrique du quotidien *Rouge* n'a été aussi discutée, haïe, boycottée; aucune n'a reçu autant de courrier, de contributions; aucune n'est également irritante¹⁶; c'est qu'en l'absence de traditions en la matière, pour ne pas dire, volontairement, en l'absence de toute ligne organisationnelle, ce doit être finalement la rubrique la plus difficile à rédiger. Raison de plus pour susciter l'élaboration collective, pour répudier définitivement le mode de fonctionnement qui permet aux journalistes-permanents-titulaires de la rubrique-spécialistes de « pondre » ce que bon leur semble, de choisir arbitrairement, de trancher sans appel, d'imposer de fait leurs goûts et leurs fantasmes à l'ensemble des lecteurs sans qu'il y ait, concrètement, de lieu de discussion véritable où confrontation, dialogue et synthèse éventuelle aient quelque chance de s'esquisser. Le mélange curieux et détestable de populisme et de « marginalisme » forcené qui tenait lieu, sinon de ligne, du moins d'axe de référence permanent à la rubrique culturelle de feu le quotidien — surtout la première ou les deux premières années de son existence — avait réussi le tour de force remarquable de heurter à la fois ceux pour qui il est superflu et déplacé dans un journal « d'action communiste » de consacrer deux pages au roman, au cinéma, au café-théâtre, à la musique (on ne parlera même pas de ceux qui réfutent le principe même d'une rubrique culturelle : pour eux, *le Socialisme que nous voulons* doit probablement se réduire à l'application d'un plan quinquennal...) et ceux qui, plus familiers de ces divers domaines, n'en pouvaient plus de voir *les Dossiers de l'écran* au cours desquel Jean Kanapa déclarait, à propos de *l'Aveu*, d'Arthur London, « si nous avions su [les crimes de Staline], nous aurions hurlé notre indignation », délaissés au profit d'un(e) chanteur/euse « progressiste », la radio encore plus totalement ignorée que la télévision, le cinéma criti-

qué dès lors que le réalisateur dispose de moyens¹⁷, la musique réduite, sauf exceptions sur lesquelles on reviendra, à Lou Reed ou Doctor Feelgood, le théâtre devenir apparemment le monopole de ceux qui, incapables ou non désireux de jouer Shakespeare, mais n'osant ou ne pouvant écrire eux-mêmes, plaquent sur ses personnages, qui n'en demandaient pas tant, le fruit obscur de méditations prétentieuses...

Une telle persistance, dans ce qui a bien fini par constituer une certaine conception de la culture, telle que devant être perçue par des révolutionnaires, n'est pas restée au stade du pragmatisme. De timides essais de « théorisation » ont été faits, qu'il n'est pas inintéressant de connaître... pour mieux les combattre!

Il y a environ deux ans, une contribution envoyée à *Rouge* et aux instances de direction de la LCR par ses cellules parisiennes radio-télévison et cinéma-comédiens s'intitulait : « Pour une autre rubrique culturelle dans *Rouge* »¹⁸. Cette contribution mettait en cause un certain nombre d'éléments relatifs aussi bien au fonctionnement de la rubrique qu'à ce qui ressortait, au fil des articles, des notions culturelles de ceux qui en avaient la charge. On notait, entre autres choses, la « disproportion entre les possibilités laissées aux journalistes de *Rouge* qui semblent avoir tous les droits, et les interventions des lecteurs... le tout, le plus souvent, dans un style insupportable de prétention et de suffisance »; la nécessité d'en finir avec le « filtrage opéré par la rubrique qui ne laisse passer que ce qui peut s'insérer dans l'éventail de ses positions à elle » ainsi qu'avec un « comportement de clique » auquel devait se substituer l'ouverture « d'un débat réellement démocratique », etc.

Plus fondamentalement était remise en cause « la place disproportionnée donnée au théâtre marginal... et au phénomène de la musique jazz-rock-pop dans des articles qui révèlent plus la personnalité de l'auteur que la musique à laquelle il prétend initier ses lecteurs ». Les auteurs de la lettre remarquaient également que « par contre, le principal loisir (par la force des choses) des couples avec enfants, des provinciaux, des ouvriers, la télévision, est à peu près abandonnée... ». D'autre part, « alors que les films de Boisset sont utilisés aux "mercredis rouges" des CET, pourquoi les traiter par le mépris, sans même essayer de comprendre l'audience de masse et populaire que ces films rencontrent... bien sûr, il faut continuer à souligner les expériences de rupture radicales qui se déroulent en marge du système culturel, mais sans tomber

dans la démagogie... Nous devons donc soutenir ces expériences de rupture ou d'avant-garde, et ce soutien sera d'autant plus efficace que des articles didactiques... écrits dans un langage simple... permettront aux lecteurs d'en évaluer la portée. Mais dans le même temps, si nous voulons refléter la ligne de masse non sectaire qui est la nôtre, il faut porter notre attention aux phénomènes culturels de masse et apporter notre soutien à ceux qui se battent à l'intérieur du système, parfois très efficacement, en profitant de ses contradictions... ». Le texte se terminait par la proposition d'une commission culturelle du Comité central de la LCR « parce que tout un travail d'élaboration est à faire et doit se concrétiser prochainement en termes programmatiques... [et] dont la première tâche devrait être la mise au point des modalités concrètes de débat... ».

La réponse à ce texte, rédigée en juin 1977 par l'un des journalistes chargés de la rubrique culturelle, curieusement intitulée « Ni putsch ni révolution, réformer la rubrique culturelle » (!) ne manquait pas de clarté, il faut le reconnaître... quitte à voir les désaccords se systématiser avec la conception désormais explicitée. L'auteur de la réponse croyait possible de distinguer « sans vouloir conceptualiser (?) trois types de production qui exigent chacun d'être traité (dans le quotidien), sous des angles différents. Il y a effectivement *une culture de masse qui est une inculture* parce qu'elle est imposée, qu'elle s'aligne constamment sur les lieux communs (c'est-à-dire sur le niveau de perception de la réalité la plus pauvre)... Cette "culture de masse", ces productions pour les masses, ce sont les jeux radiophoniques et télévisés, les feuilletons télévisés... certaines catégories de films, etc. Cette culture-là (et son influence) sont directement dépendantes... de l'existence du mode de production capitaliste : ce n'est qu'une "culture marchande", et rien que cela. Cela implique que, dans notre façon d'en parler, nous en fassions une dénonciation globale, totale, sans nous attarder sur chaque produit... Il y a ensuite des *productions destinées aux masses* et qui empruntent... les mêmes circuits de diffusion que la "culture de masse", parfois en pensant apporter un message éducateur au peuple (c'est par exemple... le cas de Boisset). L'art éducateur est — en soi — une aberration : s'il prétend éduquer politiquement, il se nie en tant que moyen de création spécifique (le plus souvent). Il ne peut être créateur que par lui-même...

« Restent enfin *des créations inconnues ou mal connues des masses,*

occultées par la diffusion générale de l'inculture en particulier. Ce sont des "productions de recherche ou d'avant-garde, des productions actives qui tentent de transformer les habitudes". Les productions "actives" sont très diverses : elles peuvent aller d'acquis souvent concentrés dans des cercles restreints, à des tentatives contemporaines de création musicale, cinématographique, picturale, théâtrale, écrite, etc., en passant par certaines productions dites militantes (plutôt d'intervention : exemple Dario Fo) ou diverses expressions régionales. Ces productions-là ne sont pas vouées par nature à être l'apanage de cercles restreints. C'est le travail d'un quotidien révolutionnaire de les mettre en avant, *de les privilégier* — ce qui ne signifie pas leur donner une hégémonie absolue : qui, en dehors de nous, fera ce travail ? »

Et pour que la chose soit plus claire encore, quelques semaines plus tard, un autre texte émanant de la rubrique culturelle du quotidien, et destiné à alimenter la discussion interne au comité de rédaction, précisait que « nous ne pouvons adopter une démarche illusoire, tendant à penser que — *partant de la culture des masses* — nous pourrions la rendre plus complète. Il n'y a pas de démocratisation possible de la culture. Nous disons que — oui, seule l'avant-garde est intéressante »¹⁹.

Quelques commentaires simples suffiront, en attendant un éventuel rebondissement du débat impliquant un approfondissement explicite des conceptions en présence :

1. S'il suffit de « dénoncer totalement, globalement », une fois pour toutes en somme (« sans s'attarder sur chaque produit »), la culture-marchandise, on comprend assez bien la simplicité enfantine du rôle des révolutionnaires : promouvoir les expériences d'« avant-garde » ! Le problème de la démystification de la nature aliénante et du rôle idéologique de la « culture de masse » n'est même pas supposé résolu, il est tout simplement évacué. Toutes proportions gardées, c'est comme si les marxistes révolutionnaires dénonçaient « totalement, globalement » les méfaits du capitalisme pour se consacrer d'autant plus vite à la mise sur pied de nouveaux rapports sociaux ! Ultra-gauchisme, pas mort !

2. Acceptera-t-on telles quelles les trois tranches de la culture découpées par les camarades ? Assorties des jugements de valeurs qui déterminent le comportement que nous sommes censés avoir à l'égard de chacune d'elle ? On aimerait au moins disposer d'ar-

guments plus solides justifiant leur nature respective. A propos notamment du secteur intermédiaire entre « l'inculture » et l'« avant-garde », qui nous semble précisément le plus arbitrairement désigné et, au contraire d'eux, le plus propre à être l'objet de nos efforts privilégiés.

3. Une chose est de procéder à des découpages, valables ou non, une autre est de savoir qui « découpe » et le statut du fruit de l'opération. En d'autres termes, les journalistes de *Rouge*, comme chacun de nous, ont bien le droit d'avoir cette conception-là de la culture et de la défendre. Mais c'est là que l'absence de débat et de contestation possible de leur conception rend son caractère ultra-subjectif et parfaitement arbitraire très difficilement supportable. Car enfin, *qui va décider, du haut de quelle chaire, que tel auteur, telle œuvre, fait partie de l'« avant-garde » ?* Des « productions actives » ? Que par contre tel peintre, telle chanteuse, tel type de théâtre n'en font pas partie ? Il est quand même paradoxal qu'à une époque où tout le monde, même, ou surtout, à l'extrême gauche, remet en question — en des termes d'ailleurs souvent confus sinon douteux — la notion de parti « d'avant-garde » et son rôle « guide » ou sa vocation « hégémonique », certains militants — ne s'agit-il jamais des mêmes ? — s'arrogent le droit exorbitant de régenter souverainement l'art et la culture, ou plutôt leurs relations avec la politique révolutionnaire. Comme quoi il n'est peut-être pas totalement absurde de mettre en garde, trente ans après la mort de Jdanov, contre des résurgences, dans nos propres rangs, d'un certain néo-jdanovisme...

3. « Il n'y a pas de démocratisation possible de la culture. » Dit comme ça, ça sonne révolutionnaire en diable ! Est-ce aussi facile ? Évidemment, tout dépend de ce qu'on entend par « démocratisation ». Si l'on veut faire référence au passage progressif, linéaire, et sans heurt, d'une société capitaliste et bourgeoise à un socialisme épanouissant de par l'accroissement également continu du savoir (-faire) du prolétariat et de ses alliés, la « démocratisation » de la culture est évidemment un leurre que tout marxiste conséquent apprend à dénoncer d'emblée ; voir d'ailleurs le tout début de cet article. Penser de même que le « droit à la culture » pourrait être satisfait, pour les masses laborieuses, dans le cadre de la société existante, au sein du mode de production capitaliste, relève tout autant de la même utopie réformiste réactionnaire,